

*Le budget—M. Larrivée*

Il en va des pays comme des personnes. Au Canada, nous avons accumulé une dette astronomique qui dépasse presque tout entendement. Cette dette se situe aujourd'hui à 320 milliards de dollars, soit environ 34 000\$ pour chaque famille canadienne. En raison des coûts d'intérêt, cette dette se gonfle de 80 millions de dollars par jour, chaque jour. L'an dernier, 31c. de chaque dollar perçu en impôt ont été consacrés au paiement de l'intérêt. Cette année, ce sera 35c.

On ne peut tout simplement pas continuer ainsi. Nous sommes en train d'hypothéquer nos enfants et de leur laisser le soin de payer la facture. Nous sommes en train d'affaiblir notre capacité à réagir à la conjoncture mondiale, par exemple à la récente poussée des taux d'intérêt.

A défaut d'agir, nous ne pourrions plus nous offrir les importants programmes qui font du Canada une nation généreuse. Il nous faut donc agir maintenant pour garder la maîtrise de notre avenir.

Le gouvernement progressiste conservateur travaille depuis 1984 à maîtriser le problème de la dette. Pour ce faire, il lui a fallu adopter des mesures dures, gérer avec compétence l'économie et bien tenir en main les dépenses gouvernementales. Nous avons réussi à réduire le déficit de neuf milliards et demi et à ralentir le taux de croissance de la dette, qui est passé de 24 p. 100 par année, à moins de 10 p. 100 l'an dernier.

En dépit des progrès réalisés, la dette publique augmente encore plus vite que nos moyens. C'est pourquoi le Budget propose des mesures draconiennes qui nous permettent de relever le défi de la dette. A compter de maintenant, il nous faut assurer l'avenir et non pas l'hypothéquer.

La tâche ne sera pas facile ni simple. Certains programmes seront réduits, certains impôts seront majorés. Chaque Canadien en mesure de le faire, sera invité à mettre l'épaule à la roue.

Le gouvernement adoptera des mesures nécessaires à préserver la santé et la force de l'économie. En maîtrisant la dette, en réduisant le déficit et en rendant plus efficace l'appareil de l'État, nous pouvons faire baisser les taux d'intérêt, garder les Canadiens au travail et prendre soin des membres de notre société qui ont besoin de notre aide. Pour faire baisser les taux d'intérêt, nous continuerons à combattre les pressions inflationnistes de l'économie. La hausse de l'inflation et celle des taux d'intérêt ont alourdi le fardeau du service de la dette publique. La meilleure façon de faire chuter les taux d'intérêt et de les garder à de faibles niveaux est de prendre les mesures qu'il faut pour mieux faire tourner l'économie et pour mettre de l'ordre dans les finances de l'État. A cette fin, nous avons effectué des choix difficiles. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons été élus. Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que l'ensemble des mesures budgétaires constitue un équilibre

judicieux, reflétant à la fois les conjonctures régionales et faisant porter une plus large part du fardeau par ceux qui en sont capables.

Pour ce qui est des dépenses, les travaux du Comité d'examen des dépenses du Cabinet se sont traduits par d'importantes réductions des dépenses gouvernementales qui atteignent environ 2,5 milliards cette année. Voilà qui ajoute aux efforts que nous avons déployés au cours des quatre dernières années pour réduire les dépenses de programmes qui, en proportion de l'économie, sont passées de 19,5 p. 100 lorsque nous sommes entrés en fonction, à 16 p. 100 cette année, et qui baisseront à 15 p. 100 d'ici 1993-1994.

La compression des dépenses de la défense constitue un important élément de cet effort. L'annulation ou le report de certains projets de dotation, la fermeture ou la réduction de certaines bases militaires et la décision de ne pas procéder à l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire permettra une économie de 2,7 milliards au cours des cinq prochaines années. Les dépenses globales de la défense augmenteront cependant. Et le gouvernement progressiste conservateur est déterminé plus que jamais à défendre notre souveraineté et notre sécurité.

Le gouvernement a également réévalué son programme d'aide extérieure. Notre contribution à l'aide publique au développement est l'une des plus généreuses du monde industrialisé, et elle continuera de l'être. La réduction d'un an de cette aide et le ralentissement de son taux de croissance permettront des réductions du déficit de 1,8 milliard environ au cours des cinq prochaines années.

Le gouvernement procédera également à un réexamen des subventions versées à VIA Rail, en vue de les réduire substantiellement. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de dépenser autant d'argent sur un service ferroviaire de voyageurs que si peu de gens utilisent. Le gouvernement étudiera diverses options dont une augmentation des tarifs, des réductions de service, sauf dans les localités éloignées, et la fermeture, la vente ou le transfert d'éléments importants du réseau.

Le gouvernement ralentira également la croissance des transferts aux administrations provinciales. Les transferts faits dans le cadre du financement des programmes établis s'élèvent cette année à 34 milliards de dollars, et continueront de croître chaque année au moins aussi rapidement que l'inflation. Par contre, les paiements de péréquation versés aux provinces à revenu inférieur demeurent inchangés. Le gouvernement demeure résolu à atteindre les objectifs de sa stratégie nationale de garde d'enfants. Des mesures fiscales d'aide à quelque 1,4 million de familles ayant des enfants d'âge préscolaire ou des enfants qui ont des besoins particuliers sont déjà en place, ainsi qu'un fonds spécial de promotion de nouvelles initiatives d'amélioration des services de garde d'enfants. Cependant, le gouvernement a décidé de ne pas